

N° 6629⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI**modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création
d'une Ecole de la 2e Chance**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE,
DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE**

(2.7.2014)

La Commission se compose de: M. Lex DELLES, Président-Rapporteur; MM. Claude ADAM, Gilles BAUM, Eugène BERGER, Mme Tess BURTON, MM. Emile EICHER, Georges ENGEL, Claude HAAGEN, Mmes Martine HANSEN, Françoise HETTO-GAASCH, MM. Fernand KARTHEISER, Serge WILMES et Claude WISELER, Membres.

*

I. PROCEDURE LEGISLATIVE

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 5 décembre 2013 par Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'un texte coordonné de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance et d'une fiche financière.

Au moment de l'adoption du présent rapport, aucun avis d'une chambre professionnelle n'était parvenu à la Chambre des Députés.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 25 février 2014.

Lors de sa réunion du 5 février 2014, la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a désigné Monsieur Lex Delles comme rapporteur du projet de loi. Le même jour, elle a entendu la présentation générale du projet par Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Education nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse. Le 26 février 2014, la Commission a continué l'examen du projet de loi, à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat. Le 30 avril 2014, elle a adopté une série d'amendements parlementaires qui ont fait l'objet d'un avis complémentaire du Conseil d'Etat émis le 3 juin 2014.

La Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a analysé cet avis complémentaire le 18 juin 2014, avant d'adopter le présent rapport le 2 juillet 2014.

*

II. OBJET DU PROJET DE LOI

Les modifications proposées par le présent projet de loi adaptent le fonctionnement de l'Ecole de la 2e Chance sur base des expériences acquises au cours des premières années de fonctionnement.

En effet, il semble logique de faire le point et de procéder à un certain nombre d'adaptations et de réorientations d'une nouvelle offre scolaire après quelques années d'expérience.

L'Ecole de la 2e Chance, créée par la loi du 12 mai 2009, est au service de personnes jeunes et adultes, d'expériences de vie, scolaires ou professionnelles diverses, souhaitant acquérir, développer

ou actualiser leurs compétences. L'Ecole répond ainsi à des besoins d'initiation, de rattrapage, de qualification, de reconversion et d'épanouissement personnel.

Pour faire face à ce défi, l'enseignement à l'Ecole est caractérisé par l'approche par compétences, l'organisation modulaire, ainsi que par la reconnaissance et la validation des acquis de l'apprentissage.

Le projet de loi s'articule essentiellement autour des dispositions et modifications suivantes:

- La limite d'âge pour l'admission à l'Ecole est portée de 24 à 30 ans. Comme l'emploi des jeunes et les mesures antichômage pour les jeunes visent la catégorie d'âge jusqu'à 30 ans, il va de soi que les dispositions concernant les limites d'âge doivent être adaptées. S'y ajoute le fait qu'à l'heure actuelle, bon nombre d'apprenants, après un passage couronné de succès à l'Ecole de la 2e Chance, intègrent des classes régulières des lycées et lycées techniques. Ils sont souvent nettement plus âgés que leurs camarades de classe, ce qui n'est pas forcément propice d'un point de vue pédagogique. Il ne faut pas oublier non plus que les apprenants provenant de l'Ecole de la 2e Chance présentent dans bien des cas un vécu antérieur qui se distingue nettement du parcours de leurs camarades. Toujours en relation avec le public-cible, il est retenu que les primo-arrivants ne sont plus à considérer comme une catégorie à part, mais vont faire partie directement des formations à régime linguistique spécifique organisées à l'Ecole.
- L'énumération des formations organisées à l'Ecole permet de viser trois catégories de décrocheurs:
 - ceux qui vont réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes, faute d'offre scolaire existante à l'Ecole;
 - ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole avec un certificat reconnu;
 - ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole dans le cadre d'une formation spécifique pour adultes, comme les formations menant au certificat d'accès aux études supérieures et au diplôme d'éducateur, formations organisées en alternance.
- La limitation selon laquelle un apprenant ne peut s'inscrire à l'Ecole pour plus de deux ans est supprimée. Il va sans dire que tous les apprenants ne doivent pas forcément rester pendant plusieurs années à l'Ecole. Il y en a aussi qui n'y sont inscrits que pour la durée d'un semestre. De fait, la durée de fréquentation de l'Ecole dépend du projet de formation de l'apprenant.
- Les bulletins et les attestations de l'Ecole sont rattachés au système national de certification du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Les modalités des épreuves des examens de fin d'études sont les mêmes que celles prévues pour les élèves des lycées en formation initiale.
- L'expérience des premières années de fonctionnement a montré que le portfolio ne peut être utilisé comme outil d'évaluation, mais qu'il est utile pour l'orientation dans le cadre du développement du projet professionnel de l'apprenant. Un relevé de compétences, faisant fonction de complément au bulletin, fera dorénavant partie intégrante des attestations émises par l'Ecole.
- La liste des domaines dans lesquels des enseignements peuvent être offerts est étendue aux sciences naturelles et techniques et aux sciences humaines et sociales.
- Par le présent projet de loi est supprimée la prime de formation. L'aide à la formation pour les apprenants mineurs sera intégrée dans le dispositif des subventions géré par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS). Les dispositions concernant l'octroi des indemnités de formation pour les apprenants majeurs sont maintenues et adaptées à la redéfinition des limitations d'âge des apprenants majeurs.
- Etant donné que l'encadrement et le suivi intense des apprenants sont d'une importance capitale à l'Ecole, il est précisé que l'apprenant dont le taux d'absence est supérieur à 10% du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire, n'est pas autorisé à poursuivre sa formation pendant l'année en cours. Le directeur peut accorder une dérogation pour des apprenants à besoins éducatifs particuliers.

III. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

1) Avis du 25 février 2014

Le Conseil d'Etat salue en général les adaptations et réorientations effectuées par le texte avisé. Pourtant le Conseil d'Etat se demande si les modifications ne risquent pas d'accentuer l'orientation scolaire de l'Ecole de la 2e Chance et de l'écarter des besoins et possibilités d'insertion et de formation professionnelle existants.

Dans son avis, le Conseil d'Etat émet trois oppositions formelles au sujet des articles 4 et 11 du projet de loi avisé. Ces oppositions formelles ont trait au pouvoir réglementaire et à la mise en vigueur du projet de loi.

Pour le détail de ces oppositions formelles il est renvoyé au commentaire des articles.

2) Avis complémentaire du 3 juin 2014

Le Conseil d'Etat se dit d'accord avec tous les amendements adoptés par la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, qui tiennent compte de ses remarques formulées dans son avis du 25 février 2014.

*

IV. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

Cet article vise à remplacer l'article 1er de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance (ci-après: „loi du 12 mai 2009“). Il redéfinit le cadre juridique, les missions, ainsi que le public cible de l'Ecole. En même temps, la limite d'âge pour l'admission à l'Ecole est portée de 24 à 30 ans.

Comme le chômage touche surtout les jeunes sans certification, l'offre scolaire de l'Ecole vise tout jeune dont la formation initiale n'a pas été sanctionnée par un des diplômes visés par le présent article. Les primo-arrivants ne sont plus à considérer comme une catégorie à part, mais vont faire partie directement des formations à régime linguistique spécifique organisées à l'Ecole.

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat constate que cet article redéfinit le cadre juridique et les missions de l'Ecole qui trouvent l'accord de la Haute Corporation. Par contre, et sans aucune explication, les auteurs du texte modifient la limite d'âge en relevant le plafond supérieur des apprenants à 30 ans, au lieu de 24 ans auparavant. Tout en prenant acte de cette mesure, le Conseil d'Etat aurait aimé en connaître la motivation, d'autant plus qu'une disposition est introduite pour rendre possible un dépassement de la nouvelle limite d'âge. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la question de savoir si le cadre légal à mettre en place ne devrait pas délimiter la sphère de compétence de l'autorité de décision et encadrer son pouvoir discrétionnaire afin d'éviter des recours en justice.

En réponse à l'interrogation du Conseil d'Etat relative à la limite d'âge pour l'admission à l'Ecole, il convient de préciser qu'il a été retenu de porter cette limite de 24 à 30 ans, afin d'assurer le parallélisme avec l'emploi des jeunes et les mesures antichômage pour les jeunes, qui visent aussi la catégorie d'âge jusqu'à 30 ans. De fait, le décrochage scolaire touche surtout les jeunes et les adultes qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire.

Suite aux observations du Conseil d'Etat concernant le pouvoir discrétionnaire du ministre en matière de dérogation à la limite d'âge, il est proposé, par voie d'amendement parlementaire, de renoncer à la disposition en question et de préciser plutôt, au 4e tiret de l'alinéa 2 du nouvel article 1er prévu pour la loi du 12 mai 2009, que la limite d'âge ne vaut pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l'apprentissage pour adultes. En d'autres termes, aucune dérogation ne sera accordée aux apprenants suivant une formation initiale.

A noter encore que, d'un point de vue purement formel, il y a lieu d'écrire, au dernier alinéa du nouvel article 1er prévu pour la loi du 12 mai 2009, le terme de „gouvernement“ avec un „g“ majuscule.

Dans son avis complémentaire du 3 juin 2014, le Conseil d'Etat marque son accord avec l'amendement parlementaire susmentionné. Il prend acte des explications concernant la modification apportée à la limite d'âge pour l'admission à l'Ecole et constate qu'il est également tenu compte de ses observations au sujet du pouvoir discrétionnaire du ministre en matière de dérogation à la limite d'âge.

Article 2

Par cet article est remplacé l'article 2 de la loi du 12 mai 2009.

L'énumération des formations organisées à l'Ecole permet de viser trois catégories de décrocheurs

- ceux qui vont réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes, faute d'offre scolaire existante à l'Ecole;
- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole avec un certificat reconnu;
- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole dans le cadre d'une formation spécifique pour adultes, comme les formations menant au certificat d'accès aux études supérieures et au diplôme d'éducateur, formations organisées en alternance. En vertu du nouvel article 1er de la loi du 12 mai 2009, la limite d'âge ne vaut pas pour cette dernière catégorie.

Cet article est resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 25 février 2014.

Article 3

Cet article abroge l'article 6 de la loi du 12 mai 2009 et, par là, la limitation selon laquelle un apprenant ne peut s'inscrire à l'Ecole pour plus de deux ans. Il va sans dire que tous les apprenants ne doivent pas forcément rester pendant plusieurs années à l'Ecole. De fait, la durée de fréquentation de l'Ecole dépend du projet de formation de l'apprenant.

Cet article est resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 25 février 2014.

Article 4

Cet article vise à remplacer l'article 7 de la loi du 12 mai 2009. Il porte sur la formation des apprenants.

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat rappelle que, d'après l'article 23 de la Constitution, l'enseignement relève des matières réservées à la loi formelle. L'alinéa 2 de l'article 7 nouveau de la loi du 12 mai 2009, tel qu'il est prévu d'être introduit par l'article 4 sous examen, prévoit que les socles de compétence et les programmes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre. Le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement, dans la mesure où une telle disposition est contraire à l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution qui réserve le pouvoir réglementaire d'attribution au seul Grand-Duc. S'y ajoute que, même dans l'hypothèse où les socles de compétence et les programmes de l'Ecole seraient fixés par règlement grand-ducal, la loi devra, en vertu de l'article constitutionnel précité, spécifier les fins, les conditions et les modalités selon lesquelles ce règlement serait arrêté.

Pour tenir compte de cette opposition formelle, il est proposé, par voie d'amendement parlementaire, de remplacer comme suit les alinéas 2 et 3 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009:

~~„Les socles de compétences visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont fondés sur les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Les socles et les programmes de l'Ecole sont arrêtés par le ministre sur proposition de la commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal.~~

~~Le cas échéant, les modalités des épreuves à l'examen de fin d'études secondaires ou secondaires techniques et des épreuves intégrées de la formation professionnelle sont celles prévues pour les élèves des lycées.~~

Les objectifs visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont les mêmes que les objectifs et les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes. Afin d'adapter la méthodologie au public cible, des dérogations aux programmes en vigueur, aux grilles des horaires et aux critères de promotion peuvent être apportées moyennant règlement grand-ducal. Un règlement grand-ducal définit la durée normale de chaque voie de formation, les modalités d'évaluation ainsi que les dispositions spécifiques applicables aux élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.

Il est créé une commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal. Cette commission a pour mission d'élaborer les programmes et les méthodologies spécifiques à l'Ecole.

En vertu du nouveau libellé, la fixation des socles et des programmes n'est pas de la compétence du ministre, mais les objectifs et les programmes s'alignent sur ceux de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes, lesquels sont fixés dans la législation afférente. La loi spécifie désormais les fins et les conditions auxquelles un règlement grand-ducal pourra être pris.

Dans son avis complémentaire du 3 juin 2014, le Conseil d'Etat marque son accord avec l'amendement susmentionné.

En ce qui concerne l'alinéa 4 du même article 7 nouveau, le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement étant donné que le texte en projet renvoie sans autre précision à un règlement grand-ducal pour définir les voies de formation. Pour les mêmes motifs que ceux exposés à l'endroit de l'alinéa 2 visé ci-dessus, une telle démarche est contraire à l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution.

Par voie d'amendement parlementaire, il est proposé de remplacer comme suit l'alinéa 4 du nouvel article 7 de la loi du 12 mai 2009:

„Un règlement grand-ducal définit les voies de formation offertes à l'Ecole ainsi que leur durée normale, les niveaux de compétences, les modules de formation, les modalités d'évaluation et les critères de promotion ainsi que les dispositions spécifiques des élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales de examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.

L'Ecole peut offrir les formations ainsi que les voies de formation suivantes:

- les classes de 9e de l'enseignement secondaire technique;**
- la classe de 5e de l'enseignement secondaire;**
- le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique, y compris la formation professionnelle;**
- la division supérieure de l'enseignement secondaire;**
- les voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes:**
 - a) les études secondaires et secondaires techniques en formation des adultes;**
 - b) la formation d'éducateur en alternance menant au diplôme d'éducateur et au diplôme de fin d'études secondaires techniques;**
 - c) des modules préparatoires pouvant donner accès à des études supérieures; la réussite de ces modules préparatoires donne accès aux professions réglementées et aux emplois du secteur public au même titre que le diplôme de fin d'études secondaires.**

Il est ainsi proposé d'inscrire dans la loi l'ensemble des formations et des voies de formation que peut offrir l'Ecole. Celles-ci relèvent aussi bien de la formation initiale que de la formation des adultes.

Comme décrit dans le commentaire de l'article 2 du projet de loi, les formations et les voies de formation organisées à l'Ecole visent trois catégories de décrocheurs:

- ceux qui vont réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes, faute d'offre scolaire existante à l'Ecole;
- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole avec un certificat reconnu;
- ceux qui vont terminer leur parcours à l'Ecole dans le cadre d'une formation spécifique pour adultes, comme les formations menant au certificat d'accès aux études supérieures et au diplôme d'éducateur organisées en alternance.

Dans les considérations générales de son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat observe que les modifications proposées dans le cadre du projet de loi sous rubrique semblent accentuer l'orientation très scolaire de l'offre de l'Ecole. En réponse, il convient de souligner que les besoins et les possibilités d'insertion et de formation professionnelles qu'offrent le marché du travail en général et le monde de l'entreprise en particulier sont toujours définis en très grande partie par les diplômes et certifications reconnus. Avec une qualification reconnue, le degré d'insertion est de 85%, sans diplôme il n'est que de 40%. Ceci explique l'orientation plus scolaire des formations et voies de formation offertes à l'Ecole.

Dans son avis complémentaire du 3 juin 2014, le Conseil d'Etat marque son accord avec cet amendement, qui tient compte de son opposition formelle.

Article 5

Par cet article est modifié l'article 8 de la loi du 12 mai 2009, article consacré à l'énumération des domaines dans lesquels des enseignements peuvent être offerts.

Etant donné que les domaines professionnels organisés à l'Ecole ne peuvent pas offrir parallèlement toutes les branches définies dans le présent article, il convient de laisser dans le choix des branches une flexibilité en vue des différentes voies de formation.

En prenant en considération les niveaux d'études du cycle moyen et du cycle supérieur de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, il y a lieu d'étendre la liste du domaine général aux sciences naturelles et techniques (biologie, chimie, physique, informatique), ainsi qu'aux sciences humaines et sociales (géographie, histoire, économie, philosophie, psychologie et sciences de l'éducation).

Cet article est resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 25 février 2014.

Article 6

Cet article vise à remplacer l'article 11 de la loi du 12 mai 2009, article consacré à l'évaluation des apprenants.

L'expérience des premières années de fonctionnement a montré que le portfolio ne peut être utilisé comme outil d'évaluation, mais qu'il est utile pour l'orientation dans le cadre du développement du projet professionnel de l'apprenant. Un relevé de compétences, faisant fonction de complément au bulletin, fera dorénavant partie intégrante des attestations émises par l'Ecole.

Les conseils de classe de l'Ecole ont le même pouvoir de décision au niveau de la promotion et de l'orientation des apprenants que ceux des lycées.

Cet article est resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 25 février 2014.

Article 7

Cet article modifie l'article 13 de la loi du 12 mai 2009. Comme l'orientation d'un apprenant vers une formation de transition à la vie active organisée au Centre national de formation professionnelle continue est intégrée dans le processus de l'orientation vers la vie active, il y a lieu de ne retenir que le premier et le dernier tirets de l'ancien article.

Cet article est resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 25 février 2014.

Article 8

Cet article vise à remplacer le premier paragraphe de l'article 19 de la loi du 12 mai 2009, article consacré aux aides dont peuvent bénéficier les apprenants inscrits à l'Ecole.

Par le présent projet de loi est supprimée la prime de formation. L'aide à la formation pour les apprenants mineurs sera intégrée dans le dispositif des subventions géré par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS). Les dispositions concernant l'octroi des indemnités de formation pour les apprenants majeurs sont maintenues et adaptées à la redéfinition des limitations d'âge des apprenants majeurs.

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat signale qu'au nouveau paragraphe 1er de l'article 19, que l'article 8 sous rubrique propose d'introduire, l'intitulé correct de la loi du 16 mars 2007 doit s'écrire sans tirets.

La Commission fait sienne cette recommandation.

Article 9

Cet article vise à remplacer, dans le premier tiret de l'article 20 de la loi du 12 mai 2009, le terme d'„équipes curriculaires“ est remplacé par celui de „commission de programmes“. Ce dernier terme est de fait plus adapté et moins restrictif que le premier.

Cet article est resté sans observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 25 février 2014.

Article 10

Cet article modifie l'article 28 de la loi du 12 mai 2009.

Le concept pédagogique de l'Ecole est basé sur la pédagogie globale, prenant en charge toute la personnalité de l'apprenant. Le modèle intégré, pour qu'il puisse être opérationnel, est tributaire du temps de présence des apprenants. En signant son contrat de formation, l'apprenant s'engage à suivre les cours avec assiduité à l'Ecole, si bien qu'il est opportun de fixer un taux maximal d'absences à tolérer. Il est ainsi précisé, au nouvel alinéa 2 de l'article 28 précité, que l'apprenant dont le taux d'absence est supérieur à 10% du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire, n'est pas autorisé à poursuivre sa formation pendant l'année en cours. Le directeur peut accorder une dérogation pour les apprenants à besoins éducatifs particuliers.

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat constate que l'alinéa 2 de l'article 28, introduit par l'article sous avis, prévoit que les apprenants dont le taux d'absence est supérieur à dix pour cent du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire doivent, sur décision du directeur, quitter l'Ecole. Comme cette mesure relève d'un caractère disciplinaire et prend la forme d'une sanction, le Conseil d'Etat s'oppose formellement à la mise en vigueur rétroactive prévue à l'article 11 du projet de loi sous examen, ceci en vertu du principe de la légalité des peines consacré par l'article 14 de la Constitution, qui implique le principe de la non-rétroactivité des peines.

Par voie d'amendement parlementaire, la mise en vigueur de la présente loi est fixée à la rentrée scolaire 2014-2015 (cf. article 11).

Article 11

Cet article définit la mise en vigueur du projet de loi sous rubrique.

Dans son avis du 25 février 2014, le Conseil d'Etat relève que l'article sous rubrique prévoit une mise en vigueur rétroactive à la rentrée scolaire de 2013-2014. Vu les problèmes liés à l'applicabilité pratique des dispositions prévues au nouvel article 28 introduit par l'article 10 du présent projet de loi (cf. *supra*), le Conseil d'Etat exige de surseoir la mise en vigueur à la prochaine rentrée scolaire.

Par voie d'amendement parlementaire, il est tenu compte de cette recommandation.

Dans son avis complémentaire du 3 juin 2014, le Conseil d'Etat marque son accord avec cet amendement, mais demande, d'un point de vue purement formel, d'écrire:

„**Art. 11.** La présente loi entre en vigueur à la rentrée scolaire 2014/2015.“

La Commission adopte cette proposition.

*

V. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE

Au vu des observations qui précèdent, la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance

Art. 1er. L'article 1er de la loi du 12 mai 2009 portant création d'une Ecole de la 2e Chance est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 1er.** Il est créé dans le cadre de l'enseignement secondaire une Ecole de la 2e Chance, dénommée ci-après „Ecole“, à l'intention des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et des adultes, dénommés ci-après „les apprenants“.

Peuvent intégrer ce dispositif les apprenants:

- qui ne peuvent plus progresser dans l'enseignement secondaire ou secondaire technique organisé dans les lycées;

- qui ne trouvent pas de place d'apprentissage;
- qui ont quitté l'enseignement secondaire ou secondaire technique sans avoir obtenu ni diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, ni diplôme de technicien, ni diplôme d'aptitude professionnelle;
- qui ne dépassent pas l'âge de trente ans. Toutefois, la limite d'âge ne vaut pas pour les apprenants engagés dans des voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes, y inclus l'apprentissage pour adultes.

L'Ecole est placée sous l'autorité du membre du Gouvernement ayant l'Education nationale dans ses attributions, dénommé ci-après „le ministre“.

Art. 2. L'article 2 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 2.** L'Ecole assure:

- a. l'organisation de formations en vue de réintégrer le dispositif de la formation initiale ou de la formation des adultes;
- b. l'organisation de classes des voies de formation de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique;
- c. l'organisation de formations dans le cadre de la formation des adultes;
- d. l'orientation et l'insertion scolaire et professionnelle des apprenants.

Les formations sous a et b organisées à l'Ecole mettent en oeuvre un enseignement général et le cas échéant une formation pratique et professionnelle. En outre, ces formations comprennent un encadrement socio-pédagogique intégré.“

Art. 3. L'article 6 de la même loi est abrogé.

Art. 4. L'article 7 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 7.** La formation des apprenants peut comprendre:

- des modules d'enseignement général;
- des modules de formation pratique et des stages en milieu professionnel;
- des activités complémentaires.

Les objectifs visés ainsi que les matières enseignées à l'Ecole sont les mêmes que les objectifs et les programmes de l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que de la formation des adultes. Afin d'adapter la méthodologie au public cible, des dérogations aux programmes en vigueur, aux grilles des horaires et aux critères de promotion peuvent être apportées moyennant règlement grand-ducal. Un règlement grand-ducal définit la durée normale de chaque voie de formation, les modalités d'évaluation ainsi que les dispositions spécifiques applicables aux élèves de l'Ecole pour ce qui est du calcul des notes finales des examens de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.

Il est créé une commission de programmes de l'Ecole, dont la composition, le fonctionnement et l'indemnisation sont déterminés par règlement grand-ducal. Cette commission a pour mission d'élaborer les programmes et les méthodologies spécifiques à l'Ecole.

L'Ecole peut offrir les formations ainsi que les voies de formation suivantes:

- les classes de 9e de l'enseignement secondaire technique;
- la classe de 5e de l'enseignement secondaire;
- le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique, y compris la formation professionnelle;
- la division supérieure de l'enseignement secondaire;
- les voies de formation organisées dans le cadre de la formation des adultes:
 - a) les études secondaires et secondaires techniques en formation des adultes;
 - b) la formation d'éducateur en alternance menant au diplôme d'éducateur et au diplôme de fin d'études secondaires techniques;
 - c) des modules préparatoires pouvant donner accès à des études supérieures; la réussite de ces modules préparatoires donne accès aux professions réglementées et aux emplois du secteur public au même titre que le diplôme de fin d'études secondaires.

Le certificat de réussite du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, le certificat de réussite du cycle moyen de l'enseignement secondaire technique et le certificat de réussite de cinq années de l'enseignement secondaire sont délivrés selon les critères valables dans les lycées et lycées techniques.“

Art. 5. L'article 8 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 8.** L'enseignement général et pratique, y inclus les activités complémentaires, peut être offert dans les domaines suivants:

1. le domaine général, qui peut comprendre:
 - a) la communication orale et écrite dans les langues française, allemande, luxembourgeoise et anglaise;
 - b) les mathématiques et le calcul;
 - c) l'éducation à la culture;
 - d) l'éducation à la citoyenneté;
 - e) les technologies de l'information;
 - f) l'éducation sportive et l'éducation à la santé;
 - g) les sciences naturelles et techniques;
 - h) les sciences humaines et sociales.
2. le domaine pratique, qui peut comprendre:
 - a) l'apprentissage pratique à l'atelier scolaire;
 - b) les stages en milieu professionnel.

Le domaine pratique peut être organisé dans les différents secteurs professionnels.“

Art. 6. L'article 11 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 11.** Il est constitué pour chaque apprenant un relevé de compétences faisant fonction de complément au bulletin. Le bulletin atteste les décisions de promotion qui confèrent les mêmes droits d'admission aux classes de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique ainsi qu'à la formation des adultes que les bulletins émis par les lycées et lycées techniques.

Au bulletin est également inscrit l'avis d'orientation concernant l'apprenant.“

Art. 7. L'article 13 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 13.** Au plus tard en fin du parcours de formation ou en cours de ce parcours si l'apprenant en fait la demande, le conseil de classe se fait assister par un enseignant externe qui peut se prévaloir d'une expérience d'enseignement et qui est désigné par le directeur sur avis du conseil de classe.

Le conseil de classe prend une des décisions suivantes:

- il admet l'apprenant à une classe déterminée de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique ou de la formation des adultes;
- il oriente l'apprenant vers la vie active, auquel cas, l'Action locale pour jeunes prend l'apprenant en charge pour l'insérer sur le marché de l'emploi.

Les apprenants âgés de 18 ans au moins à la sortie de l'Ecole, peuvent s'inscrire sans délai dans toute voie de formation offerte dans le cadre de la formation des adultes, y compris l'apprentissage pour adultes.“

Art. 8. A l'article 19 de la même loi, le premier paragraphe est remplacé par le libellé suivant:

„Les apprenants majeurs inscrits à l'Ecole peuvent bénéficier de l'indemnité de formation prévue à l'article 21 de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation.“

Art. 9. A l'article 20 de la même loi, le premier tiret est remplacé par le libellé suivant:

„– participer aux travaux de la commission de programmes;“

Art. 10. L'article 28 de la même loi est remplacé par le texte suivant:

„**Art. 28.** Les dispositions concernant le projet d'établissement, l'ordre intérieur et la discipline, la restauration scolaire et le rattachement d'un internat ainsi que celles concernant les structures de représentation des enseignants, des apprenants et des parents d'apprenants sont les mêmes que celles des lycées. Le conseil de discipline de l'Ecole est composé du directeur et de trois membres du personnel du lycée ainsi que du psychologue.

L'apprenant, dont le taux d'absence est supérieur à dix pour cent du total des leçons obligatoires prévues pour l'année scolaire, n'est pas autorisé, sur décision du directeur, à poursuivre sa formation à l'Ecole et doit quitter l'Ecole. S'il n'y a pas de procédure disciplinaire, il est autorisé à se réinscrire pour l'année subséquente.

Une dérogation à l'obligation de présence peut être accordée par le directeur.“

Art. 11. La présente loi entre en vigueur à la rentrée scolaire 2014/2015.

Luxembourg, le 2 juillet 2014

Le Président-Rapporteur,
Lex DELLES

